

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#24
NOVEMBRE
2012

CONTRE LES POLITIQUES RACISTES, DE DROITE COMME DE GAUCHE, UN BON PAIN (AU CHOCOLAT)

DANS LA GUEULE



DE DROITE COMME DE GAUCHE, L'AUSTÉRITÉ ON LA COMBAT !

5 millions vs 16 millions... voilà deux chiffres qui depuis le début de la crise, n'arrêtent pas d'augmenter. Le premier est le taux de chômage officiel. Le second ? Le salaire annuel du patron français le mieux payé en 2011... Avec cet argent, on pourrait combler le déficit budgétaire cumulé des universités de Paris 1, Paris 7, Le Mans, Angers, Lille 3 et Aix-Marseille 1. Et ce serait de l'argent bien utilisé pour empêcher les suppressions de filières ou d'options, la sélection qui se renforce ou les gels de postes d'enseignants.

Mais le gouvernement laisse faire. Pire, il préfère prendre de l'argent sur le budget des universités pour le donner aux capitalistes qui licencient. C'est en effet le résultat d'un dispositif fiscal, le Credit impôt recherche, qui représente 20 % du budget de l'Enseignement supérieur et permet à des entreprises comme Sanofi ou PSA d'empocher des millions d'euros.

C'est contre toute cette politique, des licenciements à l'austérité, que des milliers de jeunes et de salariés sont

descendus dans les rues les 30 septembre et 9 octobre derniers. Parce que de droite comme de gauche, l'austérité on la combat, c'est de ce type de rendez-vous que nous avons besoin dans les mois qui viennent. Des mobilisations unitaires, dans la rue pour regrouper nos forces et surmonter les divisions que le climat raciste actuel renforce. C'est la convergence de toutes les mobilisations, de tout les combats qui est à l'ordre du jour. C'est grâce à un tel mouvement d'ensemble qu'au Portugal les jeunes et les

travailleurs viennent de faire reculer pour la première fois un gouvernement d'austérité.

La jeunesse peut prendre toute sa place dans cette bataille. C'est notre avenir qui est en jeu. Dans nos facs, nos lycées, nos lieux de travail et nos quartiers, le capitalisme ne nous offre aucun avenir. Luttons pour refuser de payer la crise !



**NPA
JEUNES**

POUR L'EMPLOI, LANÇONS LE COMBAT !

Le patron de PSA a annoncé 8000 suppressions de postes. Il n'est pas le seul. Au total, ce sont plus de 400 000 suppressions d'emploi qui vont avoir lieu dans le privé. Le gouvernement a annoncé 40 000 créations de postes dans l'Éducation nationale, mais 20 000 sont des remplacements de départs en retraite et une partie seront des « contrats emplois d'avenir » (CEA). Dans le service public, l'État a décidé de ne plus remplacer deux fonctionnaires sur trois qui partent à la retraite.

Non aux contrats sans avenir !

Les jeunes enchaînent les boulots précaires ? Le gouvernement cherche à nous précariser encore un peu plus. Les CEA sont des contrats dérogatoires au code du travail. Ils vont concerner 150 000 jeunes d'ici 2014. Ces contrats, financés à 75 % par l'État (pourquoi alors ne pas embaucher directement avec un statut de fonctionnaire ?), ne permettront pas d'acquiescer un emploi stable. Ce seront principalement des CDD d'une durée de un à trois ans. Évidemment, la rémunération sera inférieure à celle d'un diplômé.

Ils permettront aux employeurs privés d'être encore un peu plus exonérés de « charges » (mot qui sert à qualifier les cotisations sociales). Ces CEA existeront aussi pour l'Éducation, accessibles aux étudiants boursiers de la L2 au M1. Ils seront rémunérés 900 euros... bourses comprises ! En fait, la promesse de la création de postes va faire entrer une masse de précaires.

Quant aux contrats de génération, ils permettront aux entreprises d'embaucher sur le même poste un « senior » et un « junior ». Pour chacun de ces contrats, les employeurs seront exonérés de cotisations sociales et se verront même offrir une prime de 4000 euros !

Des solutions existent

Pour l'emploi, il existe une série de solutions : la réquisition des entreprises qui licencient. L'État doit récupérer ces boîtes, puisque leurs propriétaires ne sont à l'évidence pas capables de les faire tourner. Cette réquisition doit se faire sans indemnité ni rachat. Depuis des décennies, les entreprises sont abreuvées de subventions publiques. Ce serait plutôt aux patrons de rembourser ! Les salaires de tous et

de toutes doivent continuer d'être versés quoi qu'il arrive, avec un fonds de sécurité financé par les grandes entreprises et géré par les salariés. Enfin, les entreprises réquisitionnées doivent être mises sous contrôle ouvrier. Ceux et celles qui y travaillent doivent pouvoir mettre leur veto à toute décision qui irait contre leurs intérêts.

Une première mesure d'urgence consisterait à transformer tous les emplois précaires (CDD, intérim, CUI, temps partiels imposés...) en emplois stables à plein temps. Une autre serait de réduire le temps de travail jusqu'à ce que chacun et chacune ait un emploi. En prenant sur les profits du CAC 40, on pourrait maintenir et même augmenter les salaires !

Mais imagine-t-on une seconde Arnaud Montebourg ou quelque membre du PS se prononcer pour de telles mesures ?!

L'unité des luttes, c'est maintenant !

Dans les entreprises touchées par les licenciements et les fermetures, la résistance s'organise. 80 000

personnes ont manifesté à Paris contre l'austérité le dimanche 30 septembre. Le 9 octobre, la journée de grèves et de manifestations appelée principalement par la CGT « pour l'emploi et l'industrie » a mobilisé plusieurs centaines de milliers de personnes.

Le matin, à Paris, des centaines de salariés se sont rassemblés devant le Salon de l'auto. L'objectif était d'entrer pour manifester. Mais apparemment, ceux qui fabriquent les voitures ne sont pas les bienvenus dans un salon où l'on expose le fruit de leur travail. Des centaines de gendarmes mobiles ont été déployés et ont repoussé les manifestants à coups de gaz lacrymogènes.

Au moins, cette manifestation a permis aux travailleurs et travailleuses des différentes boîtes de se retrouver ensemble pour la première fois. La prochaine étape doit être une manifestation nationale pour l'emploi, qui forcerait le MEDEF et Montebourg à accepter les revendications du monde du travail.

Mimosa (Comité jeunes de Rennes)



ÉCRASÉS DE CHARGES ?

Le rapport de l'Autorité des marchés financiers (AMF) du 11 octobre est enfin porteur de bonnes nouvelles économiques ! Depuis 2008 et le début de la crise, les rémunérations des grands patrons sont toujours en augmentation. Maurice Lévy (Publicis) est en tête avec 16 millions d'euros. Trois grands patrons sans mandat exécutif ont reçu en 2011 de 174 000 à 460 000 euros pour avoir présidé des conseils d'administration.

D'une manière générale, la rémunération des patrons du CAC 40 (PDG, présidents de directoires, directeurs généraux et gérants de sociétés) explose : plus 700 000 euros par-ci, plus 1,5 million par là... De nombreuses rémunérations versées sous formes de primes ou de versements pour la retraite ne sont pas soumises à l'imposition de l'État.

Hé, les patrons, c'est qui les pigeons ?!

LES POLICIERS AUVERGNATS, QUAND IL Y EN A PLUSIEURS...

Le 17 septembre dernier, à Clermont-Ferrand, plusieurs passants ont assisté au passage à tabac d'un homme couché au sol et menotté, par

sept policiers. Les témoins ont appelé les secours, non la police puisqu'elle était déjà là, mais les pompiers qui ont transporté l'homme à l'hôpital. Quant aux passants, ils ont pu goûter à des jets de gaz lacrymogènes. Trois d'entre eux ont été arrêtés et placés en garde à vue. Deux sont convoqués au tribunal pour des faits d'outrage et violence.

La police clermontoise avait commencé l'année en tuant un jeune homme. Comme quoi, il y a des gens qui tiennent leurs résolutions du nouvel an !

RESISTÊNCIA !

Le 7 septembre, le gouvernement portugais a adopté une attaque sociale des plus injustes et brutales : élever de 7 % les cotisations sociales des travailleurs et travailleuses... et réduire de 5,75 % celles des entreprises, soit un transfert direct de 2000 millions d'euros !

Les 21 et 22 septembre, des milliers de manifestants ont entouré, même pendant la nuit, le Conseil d'État à Lisbonne, tandis que des rassemblements avaient lieu dans d'autres villes. La mobilisation a obligé le Président et le Premier ministre à abandonner leur mesure. Certes, ils ne renoncent pas à « chercher des alternatives », qui seront sans doute d'autres attaques contre la jeunesse et la classe ouvrière. Mais en tous cas, la mobilisation portugaise nous rappelle que gagner n'est pas impossible !

COMMENT PERDRE « FOIX » EN LA GAUCHE

Le Conseil général de l'Ariège (majoritairement PS) a revendiqué le 27 septembre la suppression du RSA à des centaines de personnes. Les commissions chargées d'attribuer ou non le revenu aux chômeurs et chômeuses, ou salariés précaires ont reçu ordre de revoir drastiquement à la baisse les critères d'attribution. Trois jours plus tôt, deux cents salariés de l'entreprise de papeterie Moulas manifestaient contre le plan de licenciements en cours dans leur boîte... En coupant les aides aux chômeurs avant que d'autres salariés ne se retrouvent sur le carreau, le Conseil général fait au moins preuve d'anticipation !

LE PARVIS DES DROITS DE L'HOMME, JAMAIS SI MAL NOMMÉ...

Le 24 septembre, alors qu'un rassemblement contre le film raciste L'innocence des musulmans était prévu à Paris, la police n'y est pas allée par quatre chemins : elle a expulsé du quartier du Trocadéro à Paris tous les passants, principalement des touristes, qu'un

ancien chef d'État aurait qualifiés de « musulmans d'apparence ».

Au moins, on sait maintenant où déguster son pain au chocolat tranquillement.

La vidéo :

<http://videos.leparisien.fr/video/9bbaf4bbaacs.html>

GRÈVE UNIVERSITAIRE EN ALGÉRIE

Interrompue le 5 mai, la grève des facs a repris en Algérie le 23 septembre. Le gouvernement n'a fait aucun pas en avant pendant l'été, ni sur la révision du statut des travailleurs des corps communs, ni sur l'augmentation des salaires, ni sur la titularisation des contractuels. Autant de revendications portées par la communauté universitaire depuis 2008 !

Bouteflika se comportant comme un président à vie, peut-être pense-t-il que quatre ans de mobilisations, ce n'est pas grand chose. Mais couplé à d'autres grèves et à des manifestations contre le régime, ce mouvement pourrait commencer à faire trembler le régime !

GRÈVE VICTORIEUSE DANS LES TERRES D'OBAMA

Après plus de deux semaines de grève, les enseignants de Chicago ont obtenu les augmentations de salaire qu'ils revendiquaient, ainsi que l'embauche de nouveaux profs (ou d'enseignants licenciés suite à des restrictions budgétaires). Certes, le nouveau système de rémunération va passer : les résultats (ou « performances ») des élèves seront pris en compte dans l'évaluation des profs, et donc dans leur rémunération. Et si une classe ne progresse pas suffisamment, l'enseignant pourra être licencié.

Un système absurde, puisqu'il ne prend pas en compte les moyens attribués aux établissements et les problèmes éventuels des élèves... Pis, le financement des établissements est lui-même fonction de leurs résultats. Ce principe progresse en France avec l'autonomie des établissements. Il est au cœur de la politique éducative prônée par le Parti démocrate, notamment dans l'Illinois, autrefois dirigé par Obama.



RETOUR SUR LE 22 SEPTEMBRE

« Journée mondiale contre les gaz, huiles et pétroles de schiste »

Officiellement interdite en France en juin 2011, la fracturation hydraulique se poursuit. Elle consiste à extraire le gaz de schiste de la roche dans lequel il se trouve. Le principal composant de ce gaz est le méthane fossile qui, une fois brûlé, émet du CO₂ nocif pour la planète. L'extraction fait remonter en surface des liquides toxiques (arsenic, plomb, mercure...) présents dans le sol et l'eau de forage utilisée se propage dans les nappes phréatiques.

Les risques d'intoxications chimiques affectent les ouvriers des plates-

formes de forage et les populations avoisinantes. En France, l'interdiction de juin 2011 ne précise pas ce qu'est « la fracturation hydraulique ». Elle permet aux industriels de jouer sur les mots...

La logique est toujours la même : les profits des capitalistes passent avant la santé des populations et l'écologie.

« Global Frackdown »

Dans ce contexte a été lancé à l'appel de 180 organisations de différents pays, une journée mondiale contre « les gaz,

huiles et pétroles de schiste », appelée « Global Frackdown » (« arrêt mondial de la fracturation »), pour coordonner les différentes luttes qui ont lieu sur les cinq continents. Le 22 septembre cent-cinquante actions étaient prévues dans une vingtaine de pays différents (du Canada à l'Afrique du Sud, en passant par les États-Unis, le Mexique, la Bulgarie, la République tchèque, l'Allemagne...). En France, quatre actions ont réuni trois à quatre cents personnes chacune.

La France est souvent présentée comme le seul pays à avoir interdit ou restreint

l'usage de la fracturation hydraulique. La Roumanie, où des milliers de manifestants sont descendus dans la rue, la République tchèque, la Pologne la Suède ont, elles, renoncé totalement ou en partie à utiliser la fracturation hydraulique, forçant ainsi de grandes multinationales comme Exxon Mobile ou Shell à stopper leurs activités. À l'heure actuelle, le Québec se dirige vers un moratoire ad vitam aeternam stoppant de fait l'exploitation et l'exploration du gaz de schiste.

En revanche, en France, seuls sept points de fracturation ont été bloqués,

dans les régions où les mobilisations ont été les plus fortes. C'est très loin d'être suffisant. En prenant exemple sur les autres pays, la mobilisation doit continuer pour bloquer tous les points de fracturations et à terme interdire totalement l'exploitation des gaz de schiste !

Alice et Benjamin (Comité jeunes de Caen)

LGBTI : MARIAGE... OU PAS ?

Le gouvernement vient de proposer le projet de loi sur l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples homosexuels. Faire ce genre d'annonces sur des sujets de société, et ne nécessitant pas d'efforts financiers, est de toute évidence une façon de détourner l'attention de la brutalité des plans d'austérité. Cela lui permet de se poser en force progressiste. Mais le projet n'est pas satisfaisant pour le mouvement LGBTI.

Un projet insuffisant

Il n'apporte aucune modification à la règle selon laquelle seuls les couples mariés et les célibataires peuvent adopter, et non les couples PACSés ou en concubinage, et ne permet toujours pas l'accès à la procréation médicalement assistée (PMA), c'est-à-dire aux banques de dons de sperme, pour les couples de lesbiennes, (ne parlons pas des lesbiennes célibataires !) alors que les femmes en couple marié hétéro y ont droit.

Enfin, les couples homosexuels comprenant un-e étranger-e ne pourront se marier que si le mariage est également ouvert aux homosexuel-le-s dans le pays d'origine du ou de la partenaire. Ceci se place dans la logique de restriction de l'immigration que le gouvernement maintient fermement dans les pas de Hortefeux et Guéant.

Pourquoi se marier?

Aujourd'hui, l'accès au mariage et à l'adoption est revendiqué par l'ensemble du mouvement LGBTI, au nom de l'égalité des droits et du refus des discriminations fondées sur l'orientation sexuelle. Le mariage permet des avantages fiscaux et de sécurité financière pour les conjoint-e-s que le PACS ne permet pas. Pour autant, il nous faut garder un regard critique sur ce qu'est le mariage. Historiquement rite de passage d'une femme de la tutelle de son père à celle de son mari, le mariage est aujourd'hui un outil du capitalisme pour permettre la transmission du capital via l'héritage

au sein de la lignée légitime. C'est un outil du patriarcat pour permettre l'appropriation individuelle des femmes par les hommes, et leur exploitation sexuelle et domestique au sein de la cellule familiale.

En ces temps de racisme, de sexisme, et d'homophobie, il faut défendre clairement l'accès de tou-te-s, homos ou hétéros, Français-e-s ou étranger-e-s, au mariage et à l'adoption, ainsi que l'accès à la PMA pour les lesbiennes. Mais nous devons aussi nous battre pour une société débarrassée des institutions capitalistes et patriarcales que sont le mariage et la famille, et imaginer d'autres formes de relations et d'éducation des enfants.

Chloé (Comité jeunes Sorbonne)

UN PÉTARD... MOUILLÉ !

Que n'a osé dire Peillon ?! Qu'il fallait peut-être ouvrir un débat sur... la dépénalisation du cannabis !

Ayrault s'est empressé de rappeler à l'ordre son ministre. La droite, elle, s'est précipitée de fustiger la permissivité et les ambiguïtés de la gauche. Copé menace de lancer un « appel à témoins » pour dénoncer les méfaits du cannabis. Il recueillerait sans doute de nouvelles histoires affreuses : après le méchant musulman, voici le vilain dealer qui force les enfants privés de pains au chocolat à s'injecter du crack dans les veines.

Mais pourquoi ne pas aussi lancer un appel à témoins sur les méfaits de l'alcool ? Ou du tabac ? Ou des OGM ? Ou des accidents du travail ? Ou des violences policières... ?

La prohibition permet le développement de réseaux de

trafiquants. En 2005, lors de la révolte des quartiers populaires, les « plaques tournantes » de la drogue ont été les lieux les plus épargnés par les incendies et les affrontements avec la police : ces groupes n'ont aucun intérêt à voir le désordre s'installer. Et la drogue elle-même sert de palliatif à la révolte. L'État laisse faire, trop content de voir l'ordre assuré par d'autres. La répression des consommateurs et consommatrices les relègue dans la clandestinité. Les produits ne sont soumis à aucun contrôle sanitaire...

Non, la drogue ce n'est pas « cool ». Elle ne représente pas un mode de vie « rebelle » ou « alternatif ». Mais l'interdire ne mène à rien. Seule la légalisation, et non l'hypocrite dépénalisation, permettrait d'encadrer la production et la consommation, et d'endiguer réellement le problème.



Dans ce numéro

- Dossier : Racisme, l'offensive continue** Pages 4-5
- Droit de vote des étrangers
- L'islamophobie, fer de lance du racisme d'aujourd'hui
- Un gouvernement sous contrôle
- Théorie : La République et le racisme** Page 6
- Éducation** Page 7
- « Contrats d'avenir » prof
- Fusion Sud-étudiant/FSE
- Déficits budgétaires dans les universités
- Répression syndicale à Paris 1
- Funky : Et si les pauvres décidaient à leur tour de s'exiler fiscalement...** Page 8
- Culture : Mise en examen de Saïdou de ZEP** Page 8

RACISME 8

L'OFFENSIVE

LE PS ET LE DROIT DE VOTE DES ÉTRANGERS : UN PEU, BEAUCOUP... PAS DU TOUT ?

C'était l'une des soixante promesses de Hollande : accorder aux étrangers vivant en France le droit de voter... au moins pour le maire de leur ville... s'ils/elles y habitent depuis plus de cinq ans. Une mesure qui a l'avantage de coûter zéro euro au gouvernement, tout en lui permettant de marquer une légère différence de ton avec la droite.

Sauf que quand c'est Manuel Valls qui parle, la différence avec Sarkozy on a du mal à la voir. Face à ceux du PS qui insistent quand même pour tenir les promesses, il déclare que ce n'est « pas une priorité », et « pas une revendication forte ». Pas très étonnant venant de lui, qui disait qu'il n'y a « pas assez de blancs » (sic) sur le marché de sa ville d'Évry.

Capitulation idéologique

Cette mesure est donc partie pour attendre... comme elle a attendu depuis trente ans. Mitterrand l'avait déjà promise en 1981, puis passée sous le tapis. Sous Jospin, le cinéma a continué, sous prétexte que la population n'allait pas être d'accord.

La population est assez divisée sur le sujet : à peu près 50/50 avec de fortes variations selon les sondages : on serait passé de 60 % pour à 40 % en un an. Du coup, Hollande hésite, notamment parce qu'il pourrait perdre un référendum. Par la voie parlementaire, il aurait besoin de la majorité des 3/5 (il faut modifier la Constitution) et donc de débaucher des voix Modem ou UMP. Il se pourrait

aussi que le PS essaie de faire passer plus tard cette mesure, entre deux plans d'austérité, histoire de rehausser un peu le tableau. Bien sûr qu'il y a des réticences et du racisme derrière. Rappelons que les Européens ont le droit de vote local, et ça a posé moins de problèmes.

Mais qui est responsable ? Le PS a directement servi les capitalistes depuis trente ans et imposé la régression sociale. En brisant quantité d'espoirs, il a contribué à affaiblir la solidarité des exploités. C'est ce climat qui favorise les politiciens charognards d'extrême droite.

L'opportunisme des socialistes, qui ne se positionnent qu'en fonction du bénéfice qu'ils pourraient en tirer, ne fait qu'accroître la défiance envers eux.

Alors évidemment les réac' s'agitent : il y a déjà trois pétitions contre ce projet, une du FN, une de la Droite Populaire (l'aile lepéniste de l'UMP) et une de l'UMP elle-même.

Même exploitation, même combat !

Face à leur propagande, nous sommes résolument pour l'égalité des droits. Le discours que l'on entend de plus en plus dans la gauche capitaliste, c'est que le droit de vote aux étrangers serait bon pour leur « intégration à la République », comme s'ils étaient des barbares face à des Français qui eux connaissent leurs Droits de l'Homme sur le bout des doigts.

Et cette proposition, le PS la défend du bout des lèvres, en se justifiant et en s'empressant de préciser que cela sera limité, comme disait Hollande il y a un an : « C'est un droit qui existe dans la plupart des pays européens à des conditions qui sont clairement posées : il faut être résident en France depuis cinq ans et, deuxièmement, ça ne vaut que pour les élections locales et en aucune manière pour les élections nationales. (...) Ils peuvent être élus conseiller municipal, mais en aucune façon être adjoint au maire ou maire. » (1)

La « nationalité » est une construction idéologique qui sert à la classe dominante. Cela lui permet de faire croire que le ou la prolo français-e a des intérêts communs avec le patron d'Areva... plutôt qu'avec le ou la Nigérien-ne exploité-e par Areva... Que les politiciens et les capitalistes français sont avec nous alors que le ou la collègue immigré-e est de trop...

Les étrangers vivent ici, travaillent ici, et payent des impôts ici. Mais bien souvent, ils galèrent, n'ont droit à rien, et en plus se font montrer du doigt.

ÉTRANGERS
voici votre
bulletin de
VOTE



On se fait exploiter ensemble, on lutte ensemble !

C'est une solidarité de classe qu'il nous faut, et toute discrimination sur la base de l'origine des travailleurs est un obstacle.

C'est pour cela que nous sommes pour le droit de participer à n'importe quelle élection, d'être éligible à n'importe quel poste, sans condition. Dans cette démocratie contrôlée par les

capitalistes, cela ne changerait pas la face du monde. Par contre, cela voudrait dire qu'on est en train de s'unir... Et c'est ce que nos dirigeants redoutent plus que tout.

J. (Comité jeunes travailleurs – région parisienne)

(1) <http://www.chiffrages-dechiffrages2012.fr/propositions/hollande-accorder-le-droit-de-vote-aux-etrangers-aux-elections-locales>

« Les étrangers sont toujours des usagers mais rarement des contribuables », Jean-Marie Le Pen

« Quand vous voyez des nègres et des Arabes comme des meutes de hyènes dans les escaliers des cités... Plutôt que d'agresser les pauvres bonnes femmes, ils feraient mieux de se bouger... On dit qu'ils déconnet parce qu'ils n'ont rien à faire. Mais s'ils n'ont rien à faire, ils n'ont qu'à rentrer chez eux », André Deschamps, PCF

« La France est bonne mère, mais elle n'a plus les moyens d'entretenir une foule d'étrangers qui abusent de son hospitalité. Que nous soyons terre d'hospitalité ne doit pas nous conduire à accueillir n'importe qui et n'importe quand », Jacques Chirac

« Les immigrés prennent le travail des Français (...) donc volent le pain des Français », Raymond Barre, UDF

« Je n'ai pas peur de le dire : je suis de ceux qui pensent qu'il faut défendre l'identité française, qui est une identité culturelle, une identité économique, et même une identité spirituelle, au sens transcendantal du mot », Claude Allègre, PS

CONTINUE

L'ISLAMOPHOBIE, FER DE LANCE DU RACISME D'AUJOURD'HUI

La diffusion d'une vidéo insultante, l'innocence des musulmans, a déclenché une vague de mobilisation dans les pays à majorité musulmane. En France, le journal prétendu satirique Charlie Hebdo a fait le choix, dans ce contexte, de caricaturer le prophète musulman Mohammed (1).

Les hommes politiques et les médias ont désigné ces mobilisations comme des actes terroristes. Manuel Valls a même interdit les manifestations, organisées selon lui par des salafistes. En réalité, ces rassemblements regroupaient essentiellement des jeunes stigmatisés en raison de leur religion.

Le moment choisi par Charlie Hebdo pour diffuser ce type de caricature est donc très mal venu. Une pure provocation dans le seul intérêt d'augmenter le nombre de ventes. Ce n'est pas la première fois que ce journal agit ainsi. En 2006, il avait publié les dessins d'un journal d'extrême droite danois, dont un qui présentait Mohammed coiffé d'un turban en forme de bombe. Une manière de dire que tous les musulmans, et non une petite poignée d'extrémistes, adoraient un prophète

terroriste. En 2011 un numéro spécial « Charia Hebdo » a conduit à un attentat contre les locaux du journal. Bien sûr, un tel acte est inadmissible. La violence et l'intimidation ne sauraient être des réponses à quoi que ce soit. Mais là encore, force est de constater que le journal qui se dit de gauche stigmatisait les pays musulmans (notamment la Tunisie, l'Égypte et la Libye) dans lesquels des partis islamiques sont arrivés au pouvoir. Une manière de dire que, décidément, les Arabes ne sont pas faits pour la démocratie.

Un climat nauséabond

L'élection de Hollande n'a pas changé le climat nauséabond qui existait sous la droite. C'est toujours autant de déclarations à caractère raciste et une politique sécuritaire qui va même jusqu'à s'accroître (expulsions, répression dans les quartiers populaires comme à Amiens...). En montrant du doigt les minorités et en les assimilant aux franges les plus réactionnaires et extrémistes de leur religion, la classe dominante déplace les problèmes réels : la crise et l'austérité qu'elle veut nous imposer.

Tous ces éléments participent de l'ambiance générale du paysage politique. Les intégristes sont assimilés aux musulmans, et plus largement aux immigrés arabes. C'est cet amalgame que l'on nomme islamophobie. Il consiste à dire que les musulmans ne sont pas faits pour le progrès et la démocratie, qu'ils oppriment plus les femmes que les Occidentaux de culture judéo-chrétienne (comme si les violences et les inégalités n'existaient pas en Europe !)...

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la colère que suscite Charlie Hebdo. Se moquer de l'Islam dans un pays chrétien où les musulmans sont stigmatisés et rabaissés par le pouvoir, ce n'est pas la même chose que de le faire dans un pays où le pouvoir se revendique de l'Islam et opprime la population... De même que ce n'est pas la même chose de se moquer du catholicisme en Italie, où l'Église pèse de tout son poids contre les droits des femmes, qu'en Irlande du nord, où les Britanniques protestants nient le droit du peuple à se gouverner lui-même.

En participant de l'acharnement contre les musulmans et les musulmanes,

cette « gauche » qui se croit rebelle et anticléricale se range du côté des dominants. Pis, elle laisse croire que seuls les tenants de l'Islam politique défendent les opprimés. En Égypte ou en Tunisie, ce sont pourtant les Frères musulmans et Ennahda qui maintiennent l'ordre et les intérêts des impérialismes états-unien ou français.

Il n'y a pas de combat entre les civilisations musulmanes et occidentales. Seule l'unité de celles et ceux d'en bas, quelles que soient leurs origines et leurs opinions religieuses, permettra de mettre fin à l'oppression et à l'exploitation. Aujourd'hui, ce combat se place résolument contre l'islamophobie et toutes les formes de racisme.

Narymane (Comité jeunes de Toulouse)

(1) « Mahomet » selon un usage fautif de la langue française

UN GOUVERNEMENT SOUS CONTRÔLE

Dans son discours du 19 septembre dernier, le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a encore démontré sa grande efficacité en matière de racisme et de répression. Il a confirmé devant un public composé des forces de l'ordre qu'il ne mettra pas en place la délivrance d'un récépissé lors des contrôles d'identité. Ce système était demandé par différentes organisations de défense des droits de l'homme et des libertés comme le Syndicat de la magistrature ou Human Right Watch. Plusieurs rapports indiquent que les contrôles d'identité sont opérés sur des bases plus que discriminatoires : ils touchent bien plus les personnes de couleur et issues de l'immigration. Un Noir ou un Arabe ont respectivement 6 et 7,8 fois plus de chance d'être contrôlés qu'un Blanc, selon une étude de 2009 de la Fondation Soros et du CNRS.

Cette réforme aurait permis, selon les organisations, de rendre plus transparentes ces vérifications et notamment leurs motifs, permettant ainsi de réduire les contrôles au faciès. Manuel Valls a jugé que cette réforme était « trop bureaucratique et lourde à gérer ». Il a expliqué qu'il ne fallait « pas compliquer, de manière déraisonnable le travail » des forces de l'ordre « sur le terrain » et que cela entraînerait un fichage des personnes contrôlées « incompatible avec notre conception républicaine ».

Multiplicité des attaques racistes

Valls démontre qu'il n'a aucune volonté de mettre fin à des pratiques racistes et discriminatoires, subies au quotidien par toute une partie de la population.

Une fois encore, le gouvernement Hollande ne respecte pas le peu d'engagements pris lors de la campagne présidentielle. Une fois encore, Valls démontre que la gauche au pouvoir ne vaut pas mieux que la droite. Une fois encore, le gouvernement prouve que le changement ce n'est pas pour maintenant.

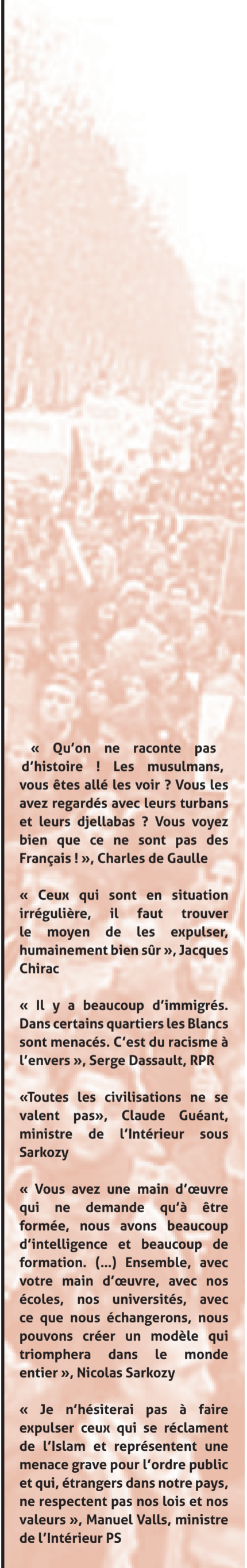
Avec la crise, les attaques racistes montent crescendo et cela ne va que s'accroître à l'avenir : démantèlement des camps de Roms, expulsions de sans-papiers, ratonnades policières en plein Paris à la faveur de l'« anti-terrorisme »... Autant de pratiques connues sous Sarkozy et ses prédécesseurs. De nombreuses mesures permettant des contrôles (dans les hall d'immeubles, dans les coffres de voitures) ou encore des palpations ont été mises en place

dans la loi de Sécurité intérieure en novembre 2001, suite aux attentats du 11 septembre. Souvenons-nous, c'était déjà un gouvernement de gauche !

Pendant ce temps, l'impunité policière est toujours de mise. Les flics qui ont poussé Zyed Benna, 17 ans, et Bouna Traoré, 15 ans, à se réfugier dans un transformateur EDF le 27 octobre 2005, ont bénéficié d'un non lieu, confirmé par la Justice le 3 octobre dernier.

La police française et le racisme tuent. Mais qu'est-ce que quelques vies de jeunes face à des « contraintes bureaucratiques » ?

Vanessa (Comité jeunes 92 nord)



« Qu'on ne raconte pas d'histoire ! Les musulmans, vous êtes allés les voir ? Vous les avez regardés avec leurs turbans et leurs djellabas ? Vous voyez bien que ce ne sont pas des Français ! », Charles de Gaulle

« Ceux qui sont en situation irrégulière, il faut trouver le moyen de les expulser, humainement bien sûr », Jacques Chirac

« Il y a beaucoup d'immigrés. Dans certains quartiers les Blancs sont menacés. C'est du racisme à l'envers », Serge Dassault, RPR

« Toutes les civilisations ne se valent pas », Claude Guéant, ministre de l'Intérieur sous Sarkozy

« Vous avez une main d'œuvre qui ne demande qu'à être formée, nous avons beaucoup d'intelligence et beaucoup de formation. (...) Ensemble, avec votre main d'œuvre, avec nos écoles, nos universités, avec ce que nous échangerons, nous pouvons créer un modèle qui triomphera dans le monde entier », Nicolas Sarkozy

« Je n'hésiterai pas à faire expulser ceux qui se réclament de l'Islam et représentent une menace grave pour l'ordre public et qui, étrangers dans notre pays, ne respectent pas nos lois et nos valeurs », Manuel Valls, ministre de l'Intérieur PS

LA RÉPUBLIQUE ET LE RACISME

Pour aller plus loin

Les livres et films sur l'impérialisme, le colonialisme français, le racisme d'État et son histoire sont très nombreux. En voici une sélection très loin d'être exhaustive !

Bibliographie

Yves Benot, *Massacres coloniaux, 1944-1950 : la IVe république et la mise au pas des colonies françaises*, éditions La Découverte, 1994

Saïd Bouamama, *Les classes et quartiers populaires, paupérisation-ethnisation-discrimination*, éditions du Cygne, 2009

Saïd Bouamama et ZEP, *Nique la France. Devoir d'insolence*, Darna éditions, 2010

Pierre Caminade, *Comores-Mayotte : une histoire néocoloniale*, Agone, 2010

Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, 1961, réédition La Découverte 2004

Cyril Lionel Robert James, *Les Jacobins noirs : Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue, 1949*, réédition, éditions d'Amsterdam, 2008

Makhily Gassama (dir.), *L'Afrique répond à Sarkozy : contre le discours de Dakar*, éditions Philippe Rey, 2009

Olivier Le Cour Grandmaison (dir.), *Douce France, rafles, rétentions, expulsions*, Essai (broché), 2009

Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916, éditions Le Temps des cerises 2001 ou <http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperil/vlimp.htm>

Karl Marx, *Les luttes des classes en France, 1850*, éditions Essai (poche), 2002 ou <http://www.marxists.org/francais/marx/works/1850/03/km18500301b.htm>

Monique Mas, *Paris-Kigali 1990-1994 : lunettes coloniales, politique du sabre et onction humanitaire pour un génocide en Afrique*, L'Harmattan, 1999

Jacques Morel, *Calendrier des crimes de la France outre-mer, l'Esprit Frappeur*, 2001, rééditions de 2006 sur <http://jacques.morel67.pagesperso-orange.fr/ccfo/crimcol.pdf>

Paul Néaoutyine, *L'indépendance au présent identité kanak et destin commun*, Syleppse, 2005

François-Xavier Vershave, *De la Françafrique à la Mafiafrique*, 2004, Tribord

Filmographie

Yasmina Adi, *Ici on noie les Algériens*, 2011

Patrick Benquet, *Françafrique*, 2010

Marie Borrelli, *Sans papiers ni crayon*, 2006

Mathieu Kassovitz, *L'ordre et la morale*, 2011

René Vautier, *Afrique 50*, 1956

La République est née de la révolution de 1789. Une révolution dont la classe dirigeante nous affirme qu'en chassant la noblesse et le roi, elle aboutirait à une sorte de fin de l'histoire. La Révolution française a établi la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, aboli les privilèges et même l'esclavage dans les colonies. Elle est l'héritière des Lumières et de l'idéal universaliste qu'ont développé les philosophes européens du 18ème siècle.

La révolution française : un progrès rapidement limité

L'universalisme républicain part sans doute d'un bon sentiment : celui de l'émancipation de toute l'humanité, du progrès, de la tolérance... C'est un incontestable progrès par rapport à l'Ancien régime, qui donnait des privilèges à une infime minorité, la noblesse, au seul prétexte de sa naissance.

La nouvelle classe qui arrive au pouvoir à la faveur de la Révolution est la bourgeoisie. C'est une classe de possédants, qui doit sa richesse à l'entrepreneuriat, aux innovations techniques, au commerce, et non plus seulement à la possession de terres héritées, comme c'était le cas de la noblesse. En arrivant au pouvoir – elle était déjà dans l'entourage du roi depuis l'époque de la Renaissance, – elle organise l'État en fonction de ses besoins, imposant la centralisation, des normes uniques au niveau national pour faciliter le commerce sur tout le territoire.

L'idéologie universaliste et celle de la méritocratie (on doit la réussite à son travail et pas à sa naissance) justifient un nouvel ordre, au service d'une nouvelle classe. Mais s'il s'agit d'un progrès dans l'histoire, cela n'abolit en aucun cas les injustices, les inégalités et l'exploitation.

Dès 1790, au nom de l'indivisibilité de l'État, la République légalise l'esclavage sur le territoire français, pourtant interdit par Louis XIV. Des révoltes d'esclaves ont lieu en 1794. Les habitants des colonies, poussés par la Révolution, aspirent eux aussi à ces « Droits universels » dont tout le monde parle. L'esclavage est aboli.

Mais face à des révoltes populaires qui vont parfois trop loin dans la remise en cause de l'ordre, la bourgeoisie française revient sur un certain nombre de mesures démocratiques. L'État capitaliste moderne français achève sa mise en place avec le pouvoir de Napoléon, qui rétablit notamment certains privilèges, ou encore... l'esclavage.

Le racisme républicain

Au nom de l'universalisme, la République se donne comme mission quasi divine d'imposer un modèle, issu de son idéologie, de sa culture, de son héritage de civilisation. Elle met en place un État centralisé dans les colonies avec ses « Hussards coloniaux ». L'Algérie, département

français entre 1848 et 1962, connaît cependant un universalisme particulier. La religion musulmane étant trop éloignée de la civilisation chrétienne occidentale, il est impossible à la population indigène d'acquiescer l'égalité. Les « Français musulmans » ne sont pas exactement des citoyens. En revanche, ils sont bien utiles pour produire des richesses, comme pour servir dans l'armée.

Là encore, la bourgeoisie a besoin de justifier idéologiquement ce qu'elle fait. Sous l'Ancien régime, la religion justifiait l'ordre social. Tout émanait du droit divin. L'esclavage était justifié parce que les Noirs, comme les indigènes des Amériques, étaient réputés n'avoir pas d'âme. Désormais, il faut laïciser la justification des inégalités. La science est utilisée pour cela. Au 19ème siècle, de savantes études essaient de prouver que la taille du cerveau et la physionomie des Noirs ou des Arabes les rendent inférieurs aux Blancs. C'est à la même époque que la haine des Juifs se laïcise : on ne leur reproche désormais plus d'avoir tué le Christ ou de ne pas être chrétiens, mais d'être une « race » différente, de ne pas être de vrais Européens, etc. C'est la naissance du racisme en tant que tel, en tant que division systématique de l'humanité sous des prétextes prétendus scientifiques.

Le racisme culturel et le néocolonialisme

Le nazisme, les massacres coloniaux et les révoltes des peuples dominés ont forcé les grandes puissances européennes à revoir leur attitude et leur idéologie. Plus question, de nos jours, d'affirmer que l'on est raciste !

Mais le racisme, ce n'est pas seulement affirmer que les Noirs ont un plus petit cerveau que les Blancs, ou que les Juifs aiment l'argent parce que c'est dans leurs gènes. Le racisme culturel a pris le relais du « racialisme » qui a dominé la seconde moitié du dix-neuvième siècle et la première du vingtième.

Aujourd'hui, on stigmatise les « polygames » qui volent des pains aux chocolats, les terroristes qui veulent opprimer les femmes et les clandestins qui volent le travail des Français...

On ne dit plus que la France a des colonies. La Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, Maore (« Mayotte ») ou la Kanaky (« Nouvelle Calédonie ») sont des « départements et collectivités d'Outre-mer », qui doivent s'estimer heureuses que la République daigne leur octroyer des droits. Personne ne dira que l'occupation de Maore est illégale aux yeux de l'ONU et que ces territoires sont pillés, que les moindres grèves et manifestations sont durement réprimées par les forces de l'ordre de métropole, que le développement économique de ces pays est rendu impossible par des choix opérés à Paris, par des hommes politiques qui n'y ont jamais mis les pieds. Nos politiciens de droite ou d'extrême droite, mais aussi parfois de gauche, s'indignent

à l'idée que la Turquie puisse entrer dans l'Union européenne, car tout de même, des musulmans ne peuvent pas être européens ! Mais peu de monde s'étonne que la « Polynésie française », à 17 000 kilomètres de Paris, fasse partie de la République française et de l'espace Schengen !

La République française maintient sa présence dans la plupart de ses anciennes colonies. Dans toute l'ancienne Afrique occidentale française (AOF), la monnaie est le franc CFA, émis par le Trésor français. C'est donc à Paris que sont décidées les dévaluations et l'émission de la monnaie de ces États « indépendants ». Et pour peu qu'un gouvernement refuse d'obéir à l'ancienne puissance coloniale, l'armée française est là. En 1986, le dirigeant burkinabé Thomas Sankara, qui remettait en cause le paiement de la dette de son pays, a été assassiné sous l'ordre du gouvernement de François Mitterrand. L'an dernier, la France a chassé Laurent Gbagbo de Côte d'Ivoire, non parce qu'il avait perdu les élections (son pouvoir était illégitime depuis dix ans !) mais parce qu'il menaçait d'ouvrir les marchés économiques occupés par Bouygues, Bolloré et Orange à d'autres pays, comme la Chine et la Russie.

La France se permet d'être présente, directement ou indirectement, dans des dizaines de pays du monde, comme en Afghanistan ou au Liban... Mais elle n'hésite pas à expulser ceux et celles qui fuient les guerres et la misère engendrées par son impérialisme. Quant aux immigrés et enfants d'immigrés qui vivent en France, ils sont relégués en marge de la société. Ils et elles sont parmi les plus pauvres, les plus précaires, occupent les emplois les plus pénibles... Et sont les cibles des contrôles policiers les plus musclés comme des discours les plus méprisants.

Quel universalisme ?

De nombreux discours, à droite comme à gauche, mettent en avant la République face au racisme et à la xénophobie. La France serait composée de « citoyens » et de

« citoyennes » liés par un « pacte républicain » transcendant les origines, les couleurs de peau et les religions. Une utopie au mieux naïve, mais souvent bien hypocrite. Il faudrait combattre le « communautarisme » et mettre en avant l'universalisme...

Mais le « communautarisme », c'est avant tout celui de la culture chrétienne laïcisée, de celles et ceux qui trouvent normal de servir du poisson à la cantine le vendredi et de fêter Noël mais s'indignent que certaines personnes refusent de manger du porc et ne travaillent pas le jour de l'Aïd.

Bien sûr, la société n'est pas divisée entre Blancs et non blancs, entre croyants de différentes religions et athées ou en fonction des origines nationales. Mais l'unité et l'égalité des citoyens et des citoyennes n'existe pas pour autant ! La société est divisée, entre les opprimés et les oppresseurs, entre la minorité qui possède les richesses et les grands moyens de production, et la majorité qui doit trimer pour survivre.

Dans cet ordre social, le racisme, fut-il « culturel » et justifié par l'universalisme, sert à stigmatiser, à monter les uns contre les autres, à diviser celles et ceux qui devraient s'unir et à unir celles et ceux qui devraient s'affronter.

C'est en luttant ensemble contre leurs ennemis communs que tous et toutes les exploités bâtiront ensemble une société fondée sur la justice, la solidarité, la satisfaction des besoins et le libre développement de chacun et de chacun. Alors seulement pourra naître une société d'épanouissement. Alors seulement se développera une culture commune à toute l'humanité, qui ne sera pas celle d'un peuple imposée aux autres.

Le seul universalisme, c'est celui de nos luttes contre l'exploitation et toutes les oppressions !

JB et Hermann Krebs (Comité

jeunes 92 nord)



« CONTRATS D'AVENIR » PROF : LA PRÉCARISATION DES JEUNES S'INSTALLE DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

Dans la ligne de ce qui est censé être une des priorités du gouvernement socialiste, les CEA professeur contribueraient, dit-on, à en finir avec le fléau du chômage chez les jeunes, en permettant aux étudiants qui souhaitent devenir profs d'être embauchés dans l'Éducation nationale avant la fin de leurs études. Leur fonction réelle ? La création de sous-emplois moins coûteux et plus flexibles.

S'agissant de CDD ou de CDI d'une durée maximale de trois ans, payés au SMIC, leur appellation n'est pas

pour autant une blague de mauvais goût. C'est la tentative très sérieuse du gouvernement de nous vendre sa salade à n'importe quel prix.

Le gouvernement prétend ainsi répondre à deux attaques perpétrées par la droite contre l'Éducation. D'une part, les 80 000 suppressions de postes ; d'autre part, le passage des concours de l'Éducation du niveau bac+3 au niveau bac+5. Pour la première question, la promesse de 60 000 créations, dont en plus une grande partie de précaires, ne va en rien répondre aux besoins. Pour la

seconde, le gouvernement prétend que la signature d'un CEA dans l'Éducation équivaldra à un « pré-recrutement ». Un étudiant ou une étudiante de L2, L3 ou M1 qui souhaite devenir prof pourra donc commencer à travailler dans un bahut, tout en faisant ses études. Son salaire sera de 900 euros, bourses comprises. En « échange » (comme si on nous faisait un cadeau !), il faudra que l'étudiant ou l'étudiante s'engage à passer les concours de l'Éducation.

Entre l'obtention du M1 et celle du concours, il y a logiquement deux ans, qui seront sans contrat. Par contre,

si la personne change d'avis et ne se présente pas aux concours, elle devra rembourser ses bourses. Hé oui, le gouvernement vient d'inventer le principe du salarié qui paie pour avoir travaillé !

Quant à celles et ceux qui seront recalés aux concours, auront-ils fait tout cela pour rien ? Mais non ! L'Éducation pourra toujours les recruter en contrats de droit privé (vacations, CDD...). Après tout, les CEA leur auront déjà appris qu'il n'y a rien d'anormal à être précaire dans le service public !

Pour répondre aux besoins des personnels et des jeunes, il faut la transformation de tous les précaires de l'Éducation en fonctionnaire, la création d'un million de postes et le rétablissement du concours à bac+3. Notre avenir en dépend : défendons-le !

Adrian (Comité jeunes Aix-Marseille)

DÉFICITS BUDGÉTAIRES DANS LES UNIVERSITÉS

Le PS a toujours fait savoir qu'il voyait d'un bon œil la politique de la droite dans l'Enseignement supérieur. Aujourd'hui, l'autonomie des universités et l'austérité budgétaire nous mènent droit dans le mur.

Une quinzaine d'universités, sur un peu plus de quatre-vingt, ont annoncé dès la rentrée qu'elles étaient en déficit. Les budgets étant votés en novembre, il est probable que l'on atteigne dans quelques semaines plusieurs dizaines

d'établissements au bord de la faillite. Partout, des TD et des amphi sont surchargés, des enseignants vacataires sont virés, les filières jugées les moins rentables ferment ou sont remplacées par des filières pluridisciplinaires.

À Rennes 2, le conseil des études et de la vie universitaire (CEVU) a voté la fusion des filières de lettres. À Angers, qui annonce plusieurs millions d'euros de déficit, des enseignants interrompent leurs cours de deux

heures au bout d'une heure et demi, car ils ne sont plus payés au-delà ! Cette université a même inventé le concept de « cours en autonomie »... C'est-à-dire sans prof !

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, Geneviève Fioraso, annonce une nouvelle réforme dans la continuité de la LRU. La logique vise plus que jamais à mettre les diplômés et l'Université au service des entreprises.

Des assemblées générales ont eu lieu dès septembre et début octobre dans plusieurs universités (Bordeaux 3, Lille 3, Le Mans, Paris 1, Rennes 2, Rouen, Toulouse – le Mirail...). À Angers, la grève a été votée par plusieurs centaines d'étudiants et de salariés.

Étudier dans de mauvaises conditions ce n'est pas juste « un mauvais moment à passer ». Notre éducation, c'est ce qui garantit nos futures conditions d'embauches et de travail.

Partout, en lien avec les votes de budgets fac par fac, mais aussi au niveau national, avec le passage du budget d'austérité à l'Assemblée nationale, nous devons organiser la résistance, nous regrouper, faire des AG et manifester contre ce gouvernement et sa politique !

Mimosa (Comité jeunes de Rennes)

SUD-ÉTUDIANT ET LA FSE : MALGRÉ TOUT, LA FUSION !

Le week-end des 29 et 30 septembre s'est tenu le congrès qui devait voir la fusion de deux fédérations syndicales étudiantes de lutte : SUD-Étudiant et la Fédération syndicale étudiante (FSE).

Un accouchement difficile

Les difficultés à établir un texte commun alors que les traditions respectives se basent sur des formats et des logiques différentes, et alors que la plupart des militant-e-s et des sections et syndicats sont inactif/ves pendant l'été, ont amené au report de la fusion réelle, bien que le principe ne soit pas remis en question.

Le congrès de fin septembre a vu une participation exceptionnelle, après des années de désertion des rencontres fédérales, ce qui prouve la motivation des sections et des syndicats pour ce projet.

Vers de nouveaux textes pour le syndicalisme étudiant de lutte

Des groupes de travail se sont tenus, permettant à tous les syndicats et sections représentés de donner leur point de vue, dans une démarche d'élaboration collective dynamique.

La version fusionnée de ces textes devrait permettre d'établir une charte commune aux deux organisations pour le congrès de fondation prévu au mois de décembre, sur trois grands thèmes : les principes de la nouvelle fédération, l'étudiant et sa place dans la société, et la nature du syndicalisme étudiant de lutte.

Le Congrès, un outil pour l'actualité

Les motions présentées ont soulevé des débats sur le réinvestissement des commissions disciplinaires, la santé étudiante, la cogestion,

ou encore l'organisation interne. D'autre part, la rencontre fédérale a permis d'adopter des analyses et des perspectives avec des motions d'actualité sur différents sujets. Enfin, le renforcement des liens à l'international, en particulier avec la CLASSE (Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante, Québec) et l'ISM (International Student Movement), sont à l'ordre du jour.

Correspondante

EXCLUSION D'UN SYNDICALISTE ÉTUDIANT À PARIS 1



Un an d'exclusion, voilà la sanction que l'université Paris-1 vient de prononcer à l'encontre d'un syndicaliste de l'UNEF. Des plaintes pénales ont également été déposées à son encontre.

Le prétexte de l'université est la participation de cet étudiant à une réunion publique organisée

dans le cadre de la campagne présidentielle, afin d'inciter les étudiants à y participer. Cette réunion a effectivement été le théâtre de violences... perpétrées par les vigiles privés de l'université. Une militante a même été envoyée à l'hôpital avec une fracture de la rotule !

En réalité, l'université poursuit ce syndicaliste, ainsi que trois autres de SUD-Étudiant, afin d'affaiblir les syndicats. Avec les déficits budgétaires, Paris 1 doit faire 4 millions d'économies pour équilibrer son prochain budget. Elle mène donc une offensive sans précédent contre les étudiants.

Affaiblir les syndicats permet d'affaiblir la capacité de résistance du milieu étudiant. Un syndicaliste exclu ne peut plus convaincre ses camarades de cours de se mobiliser contre le manque de moyens. C'est aussi une section syndicale principalement préoccupée par la bataille pour sa réintégration. Il faut prendre la mesure d'une

sanction sans précédent : un an d'exclusion pour une victime manifeste de la violence de l'université. Si l'on n'y répond pas immédiatement, ce niveau de répression va devenir la norme dans les prochaines années.

FICTION : 2013, COUP DE TONNERRE SUR L'HEXAGONE

Suite à l'annonce de l'augmentation de la CSG, la France a connu une situation absolument sans précédent : des centaines, puis des milliers, puis des centaines de milliers de personnes auraient quitté le pays en tant « qu'exilés fiscaux ». Bernard Arnaud avait marqué les esprits avec sa demande de nationalité belge, le premier ministre anglais David Cameron nous avait prévenu que la menace de la taxe à 75% des hauts revenus ferait fuir les riches du pays... Mais un tel scénario semblait difficile à croire, d'autant que ces personnes qui quittent en masse le territoire pour un avenir fiscal plus clément sont... des pauvres !

Enquête autour d'un phénomène aussi inattendu que soudain :

Pour eux c'était « l'étincelle qui fait déborder le vase ». Un père de famille, Jean-Pierre M., 44 ans, ouvrier dans l'automobile, attends sur le quai du Thalys avec sa femme et ses deux enfants pour rejoindre Bruxelles. Il témoigne :

« Ah bah ça s'est sûr qu'on a été énervé tiens. D'abord cinq années où on s'en est pris plein la tête avec l'autre excité... Et quand on vote pour le mou il fait la même chose : rien pour nous, tout pour les riches ! »

L'ÉA : Après la vague de licenciements massifs que la France a connue, les 4 millions de chômeurs atteints à l'été 2013, c'est compréhensible. Mais qu'est ce qui vous a décidés à partir ?

JP : Je pense que ça a commencé quand on a vu l'autre « riche

con » qui voulait se faire naturaliser belge pour échapper aux impôts. Et c'est pas le seul, voyez, Johnny aussi, et tout les autres... Alors à la longue on se demande : pourquoi pas nous ? On trime toute la journée, toute l'année, et on touche même pas de quoi vivre une retraite décente... Quand on y arrive ! Alors pourquoi ça serait toujours les mêmes qui échapperaient aux cotisations sociales, qui ne payeraient pas d'impôts. Si Total et Louis Vuitton le font : pourquoi pas nous ?

L'ÉA : Cependant on ne peut s'empêcher de se poser la question : quel intérêt de s'exiler quand on a pas d'argent à cacher au fisc ?

JP : Pour le principe d'abord : on paye quand même plus d'impôts que la plupart des riches ! En proportion, avec tous ces bourgeois et leurs armées de comptables pour leur créer des combines légales pour

rien déclarer, les croûtes de peintres connus, les comptes aux Caraïbes, etc. Parfois même ils payent juste moins d'impôts que nous ! o euro pour Total en 2010 ! T'y crois toi ? Alors que pourtant ma femme est au chômage depuis près d'un an. Elle bossait à Technicolor, et avec nos deux parts fiscales pour les enfants en plus, bah Total il payait toujours moins que nous. Si ça c'est pas une bonne raison à l'exil fiscal !

L'ÉA : Oui oui oui... Et pourquoi pas les Caraïbes justement ?

JP : Vous avez vu le prix des billets plein tarif ? Avec notre budget, l'avion débarquait la famille à Calais avant de continuer vers l'île de Sainte-Lucie !

L'ÉA : Eh bien merci beaucoup, et bonne chance pour votre nouvelle vie de « pauvre exilé fiscal » !

28 jours plus tard nous retrouvons J-P sur le même quai de Thalys ou nous l'avions quitté avant son exil. Comme lui, les millions de travailleurs qui avaient quitté le pays sont en train de revenir, et heureusement ! Après le départ de la majorité de la population travailleuse, le pays s'était effectivement enfoncé dans une période sombre de son histoire : plus de travailleurs pour ouvrir les magasins, pour les approvisionner, plus de concierges pour ouvrir les portes des immeubles et des hôtels privés (on se souvient de la tragique histoire de Liliane Bettencourt, retrouvée morte de froid devant sa villa de Neuilly), plus d'éboueurs pour évacuer les ordures qui bloquaient des villes entières... On parle même de cas de cannibalisme dans certaines régions des Hauts-de-Seine et à Deauville. Les riches morts de faim, de grippe ou d'échardes infectées, la peste réapparue dans les rues de Levallois à cause de



Novembre 2012

www.npa2009.org

http://npa.jeunes.free.fr

contact-jeunes@npa2009.org

la saleté... Après l'appel conjoint du gouvernement, du MEDEF et du porte-parole de la coordination nationale des riches à tous les pauvres exilés de France, après leurs démissions totales des fonctions et les cessations de leur propriété privée sur les grands moyens de productions... Les pauvres sont enfin de retour !

La conclusion est à Jean-Pierre : « là-bas c'était une galère pas possible à la frontière, je vous parle même pas de la demande de naturalisation... On a subi la politique

d'immigration raciste du gouvernement ! Et puis bon on avait plus de quoi payer l'hôtel au bout de deux semaines, alors ils nous ont foutus dehors. Si vous voulez mon avis... en fait on s'est fait chier pour rien : pour arrêter de trimer comme des chiens et de payer pour les riches, pour les obliger à répartir les richesses et reprendre la main il suffisait d'arrêter le travail tous ensemble ! »

L'étincelle anticapitaliste

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution

Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste

Directeur de publication : Jean Baptiste Tondou

Impression : Rotographie - Montreuil.

Numéro ISSN : en cours.

Numéro de commission paritaire : en cours.

Tirage : 1000 exemplaires.

« LA JUSTICE NIQUE SA MÈRE ! »

Depuis septembre, le rappeur de Zone d'expression populaire (ZEP) Saïdou Dias est mis en examen pour la chanson « Nique la France » (1). Le sociologue Saïd Bouamama est inquieté avec lui pour un livre au titre similaire (2).

« Sais-tu vraiment ce qu'est le rap français ? / Pas une machine à sous mais une machine à penser » (Médine)

Saïdou rejoint une longue liste. En 1995, le ministère de l'Intérieur fait condamner le Ministère A.M.E.R. (dont Passi, Stomi Bugsy et Doc Gynéco - oui, oui, celui qui a soutenu Sarkozy en 2007 !) pour la chanson « Sacrifice de poulets » (« Cette fois encore la police est l'ennemi (...) / Par tous les moyens nécessaires, réparer l'offense... »). Il est suivi en 1998 par NTM pour « Police » (« Police machine matricielle d'écrasés mandatés par la justice sur laquelle je pisse »).

Entre 2002 et 2010, Hamé de la Rumeur est la cible de Sarkozy (ministre de l'Intérieur puis Président) pour un texte écrit dans le fanzine accompagnant l'album L'ombre sur la mesure : « Les rapports du ministère de l'Intérieur ne feront jamais état des centaines de nos frères abattus par les forces de police sans qu'aucun des assassins n'ait été inquiété. » Il gagne en première instance, en appel, puis en cassation.

Une victoire due à une forte mobilisation et aux témoignages d'universitaires (historiens, sociologues...). Le procès porte non sur la seule liberté d'expression, mais sur le fond : oui la police tue, et oui il est permis de le dire.

« La sédition est la solution, révolution ! » (2 Bal 2 Neg)

Le rap fait partie du mouvement hip hop né dans les ghettos afro-américains. Arrivé en France au début des années 1980, il mélange poésie et description du quotidien des jeunes de banlieue. La dureté de ce quotidien pousse les rappeurs à écrire des textes radicaux et combatifs, de « Qu'est ce qu'on attend » de NTM en 1995 (Ça fait déjà des années que tout aurait dû péter / Dommage que l'unité n'ait été de notre côté / Mais vous savez que ça va finir mal, tout ça / La guerre des mondes vous l'avez voulue, la voilà ») à la Rage de Keny Arkana (2006), en passant par le remix de « Sound of da police » par DJ Kut Killer (3).

La classe dominante craint ces portes-paroles d'une jeunesse exclue. Lors des émeutes de Los Angeles en 1992, le rappeur KRS One déclare : « nous devons nous organiser et nous révolter partout où nous nous trouvons ». Cela pousse la classe dominante à tenter de museler les rappeurs en les attaquant, en limitant leur accès aux réseaux de distribution ou en les achetant...

« On dénigre ma tête trop nègre, mon portefeuille trop maigre, ma conscience d'immigrée pas intégrée mais toujours intègre » (Casey)

Dans cette lignée, le journaliste réactionnaire Éric Zemmour accuse le rap d'être « une sous-culture d'analphabètes ». Une attaque qui lui vaut la réponse de Youssoupha : « je mets un billet sur la tête de celui qui fera taire ce con d'Éric Zemmour » (« À force de le dire ») (4). Condamné en première instance, Youssoupha est relaxé en appel. Pour les juges, le rap est « un style artistique permettant un recours possible à une certaine dose d'exagération ».

Les maisons de disques elles-mêmes exercent des pressions sur les artistes. En 2007, Mafia K'1 Fry est conduite à s'auto-produire pour sortir jusqu'à la mort et le titre « Guerre » (« fils de la classe ouvrière / On a les armes pour faire la guerre... »).

Plus récemment les identitaires nicoïses se sont insurgés contre les « zones de non droit », que seraient les cités présentées dans le clip du groupe Negresco de Nice. Pourtant ce sont eux qui ont envoyé un jeune à l'hôpital avec un traumatisme crânien à Toulouse en avril dernier, sans être inquiétés par la police...

Bien sûr, le rap exprime aussi des idées réactionnaires : le sexisme, l'homophobie, la

concurrence, l'amour du fric... Il reflète la réalité de la société, parfois avec des mots plus crus. En attendant, c'est bien la cour d'assise de Créteil qui vient de condamner à des peines minimales les auteurs d'un viol en réunion, ce sont bien des élus « républicains » de droite comme de gauche qui multiplient les propos homophobes à propos du mariage. C'est le très respectable ancien président du FMI Dominique Strauss-Kahn qui est mouillé dans des affaires « sexuelles » et sexistes...

En attaquant les rappeurs, la classe dominante exprime sa peur de la jeunesse, de la classe ouvrière et des enfants d'immigrés. Le combat pour l'arrêt des poursuites contre Saïdou ne concerne pas que la liberté d'expression, mais la dignité des opprimés et des exploités.

Ryha (Paris) et JB (92 nord)

(1) <http://www.youtube.com/watch?v=rwELCP1V-Zc>

(2) Nique la France. Devoir d'insolence, avec ZEP. Darna, 2010

(3) L'original de KRS One : http://www.youtube.com/watch?v=_BxBS4j4RIU; le remix de Cut Killer plus connu en France : <http://www.youtube.com/watch?v=gmoP15NWa4E>

(4) <http://www.youtube.com/watch?v=43hht0JzryM>



Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville
 Prénom Téléphone
 STATUT : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue RICHARD LENOIR, 93 100 MONTREUIL
 CONTACT-JEUNES@NPA2009.ORG // RÉDACTION : ETINCELLE.ANTICAPITALISTE@GMAIL.COM
 npa.jeunes.free.fr // 01 48 70 42 30

- Je VEUX m'abonner au JOURNAL (à PARTIR DU NUMÉRO...) POUR 10 € POUR 10 NUMÉROS (CHÈQUE à L'ORDRE de ALEA)
- Je DÉSIRES PRENDRE CONTACT avec Les Jeunes du NPA